

Briançon, le 8 juillet 2024.

Bonjour à chacune et à chacun,

L'Histoire continue d'aller très vite en ce moment. Tout ceci nous laisse dans le désarroi, et c'est normal. Au cours des derniers jours nous avons vu, de la part de certaines et de certains (au Centre et à Droite), une accentuation des critiques à l'égard du NFP, alors que les résultats du 1^{er} tour montraient assez clairement qu'il n'avait aucune « chance » d'avoir une majorité parlementaire à lui seul. C'était une façon déguisée de formuler une préférence pour le RN. En 1936, ces mêmes auraient probablement dit « Plutôt Hitler que le Front Populaire ». Aujourd'hui, ils pensent « Tout, même n'importe quoi, plutôt que le risque d'une atteinte à mes avantages et privilèges ». La « diabolisation » de Jean-Luc Mélenchon, qu'il facilite trop souvent par ses propos, voire la diabolisation de l'ensemble de LFI, voire même de l'ensemble du rassemblement électoral NFP, permet, de fait, une dédiabolisation du RN.

Au lendemain du deuxième tour des élections législatives, nous sommes entrés dans une nouvelle séquence. Ce n'est plus le temps d'échanger entre nous entre « A bas le RN » ou « Vive le NFP ». Les électeurs et les électrices ont voté. Et ceci fait apparaître un pays divisé en trois parts assez égales. Les résultats précis en nombre de sièges dépendent fortement des reports de voix liés aux désistements d'entre les deux tours entre le NFP et les Macronistes. Ce lundi, aucun regroupement ne dispose d'une majorité absolue et chacun des deux premiers groupes est redevable de l'autre pour une partie de ses élus. Maintenant, ce sont les partis politiques qui vont décider. Dans cette phase, les organisations syndicales ne sont pas aux manettes, bien entendu. Nous ne savons pas, spontanément, ce qu'il faut penser, dire, faire, mais il semble certain que « les autres », ceux d'en face, sont aussi dans la même situation et hésitent, cherchent, pèsent le « pour » et le « contre ». Rares sont celles et ceux qui savent et qui tirent les ficelles : le « maître des horloges » en a pris un sérieux coup.

Nous savons que le RN ne va pas « prendre Matignon », et c'est une énorme délivrance, mais de savoir que le RN recueille 1/3 des voix nous fixe des obligations collectives pour les semaines et les mois qui viennent. Pour le reste, nous allons vers de nouveaux inconnus. Nous pouvons imaginer que plein de « possibles » sont peut-être devant nous. Tout ceci dépend du niveau du « traumatisme » ressenti par les unes et les autres de la montée du poids du RN chez nos concitoyennes et concitoyens. Tout ceci peut bousculer des convictions, dans tous les sens.

Dans une telle situation, il me semble que, collectivement, nous ne pouvons que nous fixer des étapes de court terme, mais en gardant en tête que notre objectif commun, c'est la satisfaction de nos revendications, de nos revendications urgentes, de court terme, de moyen terme, de transformation sociale. Il nous faut donc essayer de voir quelles sont toutes les étapes à franchir pour arriver à un environnement global plus apaisé et plus pérenne pour un mieux vivre ensemble pour toutes et tous. Compte-tenu de la situation aujourd'hui, nous sommes certains qu'il faudra beaucoup d'étapes intermédiaires pour construire ou reconstruire.

Dans l'immédiat, quel que soit, demain, le gouvernement, et avant même qu'un nouveau gouvernement soit installé, il serait utile que l'intersyndicale soit en mesure de rappeler ses demandes urgentes. Il nous faut rappeler nos revendications, celles que nous estimons urgentes dans la situation actuelle, urgentes compte-tenu de la situation de certaines catégories sociales, urgentes pour essayer de commencer à inverser le cours des choses et pour apaiser les tensions dans le pays : suppression de la loi chômage, arrêt de l'application de la dernière réforme des retraites, augmentation du SMIC, amélioration des rentrées budgétaires par des impôts exceptionnels sur les plus hauts profits, patrimoines et revenus, premières dispositions pour réduire les inégalités de salaires hommes/femmes, arrêt des projets de méga-bassines, égalité de statuts entre travailleurs et travailleuses Français et immigrés, etc. Il faudrait parvenir à lister ainsi quelques revendications communes à l'intersyndicale, et ensuite afficher ensemble ces exigences. Je pense à l'intersyndicale à 5, mais, maintenant que le positionnement par rapport aux élections est passé, c'est peut-être possible de se retrouver à 8.

Et je pense aussi que, dans la période et dans le calendrier, l'intersyndicale pourrait peut-être appeler à des initiatives le 14 juillet, bien entendu en mesurant les possibilités effectives de parvenir à des rassemblements significatifs. Le

mouvement ouvrier pourrait se réapproprier cette date, qui est tout de même une référence à la prise de la Bastille. Aujourd'hui, il est possible d'en faire autre chose qu'un défilé militaire.

Demain, si c'est un gouvernement majoritairement « de gauche », nous savons que, dès le départ, il sera minoritaire dans le pays. Il lui sera donc encore plus difficile d'appliquer une grande partie de son programme. Le rôle des organisations syndicales restera bien de continuer de porter et d'exprimer les revendications du salariat. En faisant cela, nous ferons pression sur le patronat pour le contraindre à lâcher de ses avantages et privilèges.

Nous ne pouvons que continuer de tâtonner en hésitant à chaque fois, à chaque fois que l'environnement change. Ce qui veut dire qu'il nous faudra encore réfléchir ensemble, très souvent, et très rapidement.

Gérard Gourguechon